

Intervention de Pierre- Alain Muet à l'Assemblée nationale

Première séance du mercredi 14 décembre 2011

Projet de loi de finances pour 2012, nouvelle lecture Extrait du compte rendu intégral

Discussion générale

M. Pierre-Alain Muet. Madame la ministre, monsieur le rapporteur général, le budget initial que vous allez rétablir à grand coup d'amendements n'avait qu'une ligne directrice : une austérité massive et aveugle. Comme l'ensemble de votre politique, il était, il sera marqué du sceau de l'injustice et de l'inefficacité.

Le Sénat vous offrait l'occasion d'en corriger l'injustice, de supprimer des niches fiscales, comme le conseillaient tous les rapports existants au lieu d'inventer de nouveaux impôts comme vous le faites dans ce projet de budget et dans les différents collectifs.

M. Guy Malherbe. Et comme le Sénat l'a fait !

M. Pierre-Alain Muet. Cette occasion, vous l'avez écartée.

Le Sénat vous faisait des propositions pour remettre un peu d'efficacité dans votre politique économique et ne pas continuer à conduire des politiques en complet décalage avec la conjoncture économique. De la même manière, vous considérez que cela ne mérite pas discussion.

Il est vrai que ce budget, comme cela a été dit lors de la discussion au Sénat, est un budget assez paradoxal. Car, au fond, les grandes mesures de politique économique et la plupart des mesures fiscales qui auront un impact important – la hausse de la TVA, l'augmentation de l'impôt sur le revenu – ne se trouvent pas dans ce budget mais dans les collectifs. Madame la ministre, vous nous expliquez que votre force est la réactivité. Non, une politique cohérente d'un gouvernement est une politique qui s'exprime dans un budget construit sur des hypothèses plausibles. Quand nous avons commencé l'examen de ce budget, tout le monde savait que la croissance ne serait pas de 1,75 % mais de 1 %. Il fallait donc construire un budget reposant sur cette hypothèse, voire sur une hypothèse moins favorable. Cela aurait au moins permis d'avoir une vue d'ensemble de votre politique. Mais là, il nous faut faire un travail consistant à cumuler les effets des trois plans de rigueur successifs – car ce projet de budget en est, qui s'ajoute aux deux autres –, voire de quatre, car nous ne sommes pas sûrs qu'un nouveau plan de rigueur ne nous sera pas proposé prochainement !

...

Le budget dont nous discutons repose sur une croissance de 1,75 %. Le plan de rigueur qui sera examiné en deuxième lecture la semaine prochaine repose, quant à lui, sur une croissance de 1 %, quand on sait que celle-ci ne sera vraisemblablement, et malheureusement, que de 0,3 %. Vous prévoyez, dans le plan qui se discutera à nouveau la semaine prochaine un ajustement de 7 milliards d'euros pour tenir compte du fait que la croissance que vous reprenez maintenant est de 1 % et non de 1,75 %, . Votre raisonnement – qui, lui, est juste – consiste à dire que quand on perd 0,1 point de PIB, on perd pratiquement 1 milliard de recettes. Mais le problème est que ce plan de rigueur qui sera discuté la semaine prochaine est déjà caduc. Car avec une croissance de 0,3 %, c'est à nouveau

0,7 point de PIB que nous aurons en moins. Par conséquent, cela vous conduira, sans doute, à envisager 7 milliards de prélèvements supplémentaires.

Vous nous dites qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, car il existe une réserve. Cette réserve existe dans tous les budgets. Vous serez bien obligés de procéder à cet ajustement, car si vous ne le faites pas, le déficit sera plus élevé que prévu.

Cela montre à quel point votre politique qui consiste à courir continuellement après la réduction des déficits et après une croissance qui disparaît, en accumulant des plans de rigueur successifs qui cassent toujours plus la croissance, est une politique absurde. Elle ne converge que vers une croissance inexistante.

Le budget que vous allez rétablir, c'est une austérité massive du côté des dépenses, avec, en pleine explosion du chômage, une baisse de 12 % des crédits de l'emploi.

Le Sénat a eu raison de voter contre la plupart des missions qui étaient dans ce budget, parce que ces coupes aveugles dans les dépenses n'obéissent à aucune réflexion, ni macroéconomique, ni politique. On ne voit là aucune politique sélective. Vous vous contentez de couper, couper et encore couper, avec pour seul effet de casser la croissance.

Vous auriez pu préserver des mesures qui auraient permis d'accroître la compétitivité. Vous auriez pu mettre en œuvre des mesures de soutien de l'emploi. Non, vous préférez couper massivement dans les dépenses, tout comme vous rabotez les niches fiscales au lieu de conduire une politique sélective et intelligente de suppression de ces niches, comme le propose d'ailleurs le Sénat.

Austérité massive du côté des recettes également. Je suis très étonné, madame la ministre, de vous entendre parler des augmentations d'impôts du Sénat. Car il fait ce que vous auriez dû faire. Nous disposons de nombreux rapports : celui du Conseil des prélèvements obligatoires, celui de l'inspection générale des finances, que vous avez demandé ; celui de Gilles Carrez, remis cet été, qui montre que des niches fiscales pourraient être supprimées sans avoir aucun effet négatif sur la croissance. Vous ignorez complètement ces rapports, pour inventer de nouvelles taxes. C'est l'un des deux domaines dans lesquels vous êtes champions : l'inventivité en matière fiscale, puisque vous avez créé une trentaine de nouvelles taxes. Et il s'agit bien de création de taxes et non de suppressions de niches. L'autre domaine, c'est l'inventivité en matière de lois de finances rectificatives. Vous en faites tous les mois. On ne sait quand les choses s'arrêteront.

[M. Guy Malherbe](#). Avec le Sénat, c'est mieux ?

[M. Pierre-Alain Muet](#). Ce que fait le Sénat, c'est une politique cohérente. Nous savons très bien que nos impôts sont mités par des niches fiscales qui devraient être supprimées sans que cela ait aucun effet négatif. Que fait le Sénat ? Il supprime un certain nombre de niches sur l'impôt sur les sociétés. Nous savons tous ici que cet impôt est profondément injuste, que les petites entreprises, les PME, paient près de 33 %, contre 8 % pour les entreprises du CAC 40, et rien pour les plus grandes. On sait bien qu'il existe quelques niches qui leur permettent effectivement de s'exonérer de l'impôt sur les sociétés. Supprimer ces niches et rétablir un peu de justice fiscale, c'est aussi rétablir de l'efficacité. C'est ce que propose le Sénat.

Je n'en prendrai qu'un exemple : la niche Copé, sur laquelle le Sénat propose une mesure dont l'inspirateur est notre collègue Gilles Carrez, qui dit que l'assiette de la niche Copé pourrait être plus intelligente que celle retenue. Le rapporteur général proposait une assiette et un taux différents qui réduisaient fortement le coût de cette niche. C'est exactement ce que propose le Sénat. Quand j'ai posé la question à Gilles Carrez, il a reconnu, un peu embarrassé, que cela se ferait peut-être plus tard. Chaque fois que des mesures intelligentes sont préconisées...

[M. Christian Eckert](#). Ce n'est pas le moment !

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...dans des rapports et que le Sénat cherche à les appliquer, vous nous dites que vous le ferez plus tard. Quand ? Nous verrons !

Cette austérité, vous la faites partager aux collectivités locales. Et cela, permettez-moi de dire que c'est particulièrement choquant, parce qu'elles ne sont en rien responsables de la dette. Leur dette représente 8 % du PIB depuis trente ans. Cela n'a pas bougé. Ce n'est pas la dette des collectivités locales qui explique la situation de notre pays, c'est l'incapacité de l'État, notamment des gouvernements de droite, à réduire les déficits. C'est le fait que vous ayez laissé exploser la dette. Je ne citerai que deux chiffres : en vingt ans, notre dette sera passée de 43 % du PIB, au début du gouvernement Balladur, à 86 %, puisque tel sera son montant en 2012. Elle aura doublé en pourcentage du PIB.

[M. Guy Malherbe](#). Et avant ?

[M. Pierre-Alain Muet](#). Nous avons connu des gouvernements de gauche et de droite. À ma connaissance, le gouvernement de gauche qui a succédé à celui d'Alain Juppé a trouvé en 1997 une dette supérieure à 60 % du PIB, et il l'a ramenée à 58 % en 2002. Donc, toute l'augmentation de notre dette, le doublement de notre dette depuis un quart de siècle, est le fait de gouvernements de droite. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mes chers collègues de la majorité, n'oubliez pas que la dette n'est pas due principalement à la crise, mais à des politiques successives qui ont consisté à faire des cadeaux fiscaux aux plus fortunés, à crédit et en laissant la dette exploser. Voilà la réalité !

Cette politique d'austérité massive est une impasse. On sait très bien que l'on ne réduit les déficits par des politiques d'austérité, mais par des politiques macroéconomiques complètes qui soutiennent l'emploi, l'investissement et la croissance. Cela suppose une politique sélective.

Bien sûr qu'il faut réduire les déficits. Mais on ne les réduit pas en se contentant d'opérer des coupes brutales dans les dépenses et en augmentant les impôts. Car les augmentations, c'est vous ! Je rappellerai deux chiffres : vous avez consenti 75 milliards de cadeaux fiscaux cumulés depuis 2007. Quand on cumule sur toutes les années la loi TEPA, la baisse de la TVA sur la restauration, et autres mesures similaires, on arrive à 75 milliards. Depuis deux ans et jusqu'en 2012, vous aurez fait 43 milliards de prélèvements nouveaux. Si vous restez au pouvoir...

[M. René-Paul Victoria](#). On l'espère bien !

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...vous allez battre un record de prélèvements obligatoires. Ce record, madame la ministre, il figure dans les textes de votre ministère. Il est dans la programmation pluriannuelle des finances publiques.

La réalité de votre politique a été de faire des cadeaux fiscaux quand tout allait bien et qu'il aurait fallu réduire le déficit – comme l'a fait l'Allemagne, qui est revenue à l'équilibre avant la crise et qui n'est pas dans la situation dans laquelle se trouve notre pays. Et aujourd'hui, le dos au mur, vous proposez des mesures fiscales brutales, des mesures de réduction de dépenses qui vont toucher tous les Français, notamment les plus modestes. Car j'ai encore en tête cette hausse du taux le plus faible de la TVA, dont nous reparlerons la semaine prochaine, et qui est la mesure la plus injuste que l'on puisse imaginer.

Je dirai, parce qu'il me faut approcher de ma conclusion...

M. le président. Oui, s'il vous plaît.

[M. Jean-Pierre Brard](#). Dommage, parce que c'était intéressant.

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...que ces plans de rigueur à répétition sont l'aveu de l'échec, de la faillite de votre politique. Le Président de la République devait « aller chercher la croissance avec les dents ». On voit aujourd'hui les dents, on n'a jamais vu la croissance. Cette politique de cadeaux fiscaux est aussi, aujourd'hui, une politique d'austérité aveugle. Vous la mettez en œuvre, dites-vous, pour préserver le triple A.

[M. Jérôme Cahuzac](#), *président de la commission des finances*. C'est fini !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Je vous répondrai que si cela fait longtemps que le Président de la République n'a plus la confiance des Français, vous n'avez aujourd'hui ni celle des Français, ni celle des marchés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)